

SERVICES D'INTERET ECONOMIQUE GENERAL

Rapport à présenter à la Commission européenne

CONTRIBUTION DE L'INSTITUT SCIENTIFIQUE DE SERVICE PUBLIC

Janvier 2014

La décision C (2011) 9380 de la Commission européenne du 20 décembre 2011 Situation de l'ISSeP : service d'intérêt économique général

La question qui se pose est celle de la compatibilité des subventions versées à l'ISSeP – en ce qu'elles sont des compensations de services publics – avec les articles 106 et 107 traités sur le fonctionnement de l'UE.

1. Mandat

1.1. Statut

L'Institut scientifique de service public (ISSeP) est un organisme d'intérêt public créé et organisé par un décret du Conseil régional wallon (Parlement wallon) du 7 juin 1990 modifié par le décret du 9 avril 1998 dont copie en annexe 1. Il dispose de la personnalité juridique et d'un patrimoine propre.

L'ISSeP fait partie des organismes d'intérêt public (OIP) de la Région wallonne énumérés dans le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel des OIP. Le personnel est essentiellement soumis aux dispositions qui constituent le statut administratif et pécuniaire des agents des services du Gouvernement.

Le Gouvernement est, de manière générale, chargé d'élaborer les règles d'exécution du décret organique. L'article 4 énonce, par ailleurs, que l'ISSeP est soumis à l'Autorité du Gouvernement wallon, qui dispose des pouvoirs de gestion sur l'Institut. Son budget annuel est établi par le Gouvernement et soumis à l'approbation du Parlement. Les comptes annuels de l'ISSeP sont établis sous l'autorité du Gouvernement et soumis au contrôle du Commissaire-réviseur et de la Cour des comptes.

1.2. Missions

L'article 3 du décret du 7 juin 1990 fixe les domaines d'intervention de l'ISSeP et ses missions de service public dans le cadre de ces domaines. Elles sont clairement définies et les modalités d'exécution déterminées par des arrêtés du Gouvernement wallon.

- Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2003 organisant la gestion des réseaux de surveillance de la qualité de l'environnement.
- Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif au laboratoire de référence.
- Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à l'observatoire des technologies environnementales.

Autre mission fondamentale est l'assistance au Gouvernement wallon dans la définition et la mise en œuvre d'une politique intégrée et concertée de recherche et développement visant à améliorer la qualité de l'environnement et à réduire les risques et les nuisances.

A côté des missions de service public et/ou pour le compte du Gouvernement wallon, l'article 3, alinéa 2,2° au décret du 7 juin 1999 habilite l'ISSeP à exercer des prestations pour le secteur privé ou public, constituées de tout essai, recherche, étude et analyse.

1.3. Financement

L'article 6 § 2 du décret du 7 juin 1990 prévoit que les ressources de l'Institut sont constituées des recettes provenant de son activité statutaire et des subventions à charge de la Région wallonne. Le § 3 du même article prévoit que les subventions inscrites au budget de la Région wallonne et dont bénéficie l'ISSeP pour l'exercice de ses missions de service public sont mises à disposition de l'Institut par tranche trimestrielle.

Depuis 2007, chaque mission est financée à son coût réel et les frais généraux sont répartis au prorata du coût salarial de chaque activité. En effet, l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2006 relatif au financement de l'ISSeP, impose que chacune des missions de service public fasse l'objet de la part du Ministre concerné d'un arrêté d'octroi de financement ainsi que d'un programme et d'un budget détaillés des prestations. Au budget de chaque mission de service public doivent être et sont imputés :

1. Les coûts salariaux du personnel au prorata de son affectation à la mission.
2. Tous les coûts de fonctionnement.
3. Les investissements exceptionnels et spécifiques.
4. Les frais généraux au prorata de la part que la mission de service public représente dans l'ensemble des activités de l'Institut.

Par conséquent, d'une part, les imputations sont objectivées et correspondent à la structure de coût réel de l'Institut et d'autre part, le coût des missions est fixé réglementairement par la Région de manière unilatérale. L'ISSeP n'a, par ailleurs, pas l'opportunité de refuser une mission confiée par le Gouvernement wallon. L'ISSeP jouit de l'exception des marchés « in house » suivant l'arrêt « Teckal » de la Cour de justice du 19 novembre 1999.

En ce qui concerne les prestations pour le compte de tiers privés ou publics, elles sont, conformément à l'AGW du 14 novembre 2006, à charge des demandeurs.

Ledit arrêté précise également, qu'à terme, les ressources spécifiques et les dépenses engendrées par les prestations doivent s'équilibrer.

La fixation et le suivi des coûts précis de chaque mission publique et chaque prestation pour compte de tiers sont établis via une comptabilité analytique et une comptabilité budgétaire.

2. Montant de la compensation

Les chiffres d'affaires de l'institution sont :

- 2012 : 23.530.973 €,
- 2013 : 25.491.172 €.

La part des recettes privées est de :

- 2012 : 2.610.190 €,
- 2013 : 2.549.183 €.

La Région wallonne a couvert le déficit des activités économiques de l'Institut à hauteur de :

- 2012 : 685.000 €,
- 2013 : 221.000 €.

En 2007, le déficit couvert était de 1.445.000 €.

La décroissance de l'excédent se poursuit. Les compensations de prestations cumulées de SIEG pour les trois années 2013 à 2015 devraient être inférieures à 500.000 € soit le plafond de minimis général fixé par le règlement (CE) n° 1998/2006 et ce, conformément au projet du plan stratégique triennal en cours d'adoption par le Gouvernement wallon. Ledit plan prévoit des modalités en vue de la réalisation de gains d'efficience et la réduction des activités qui pourraient entrer en concurrence avec d'autres exercées par le secteur privé.

3. Analyse des compensations

3.1. Activité économique ?

Dans la mesure où la réponse à cette question dépend principalement des activités réellement exercées et de leur implication dans un marché économique où règne la concurrence, il apparaît que l'Institut est bien chargé, au moins partiellement, de la gestion de services économiques.

C'est incontestablement le cas des activités pour tiers, lesquelles représentent environ 10 % du chiffre d'affaires. En ce qui concerne les missions confiées par la Région à l'Institut, on pourrait considérer que certaines d'entre elles génèrent des activités qui pourraient être réalisées par d'autres entreprises, privées. Néanmoins, dans la mesure où toutes ces activités impliquent un rôle de surveillance ou de mesure correspondant à une fonction spécifique de l'Autorité publique et que, d'autre part, ces activités supposent une conjonction de compétences et de moyens qui, malgré tout, est rare sur le marché, il semble bien que l'on puisse ne pas les compter parmi les activités économiques de l'Institut. Les résultats de l'exercice de ses missions sont publics. Ils sont mis à la disposition des services du Gouvernement wallon et de la Commission européenne et par conséquent, à l'ensemble des citoyens.

En toute hypothèse, la part de services de nature économique dans l'ensemble des services fournis est sans incidence sur la question en cause.

3.2. Aides d'Etat ?

Dans l'arrêt du 24 juillet 2003 rendu dans l'affaire « Altmark », la Cour de justice a décidé que les compensations de service public ne constituaient pas des aides d'Etat au sens de l'article 107 du traité pour autant que quatre critères cumulatifs soient remplis :

- 1° l'organisme ait été chargé d'obligations de service public clairement définies ;
- 2° des paramètres objectifs de calcul de la compensation ont été établis avant son versement ;
- 3° cette compensation n'occasionne pas de surcompensation ;

Dans le cas de l'ISSeP, le premier critère est rempli par l'existence des dispositions décrétales fixant les missions de l'Institut (décret du 7 juin 1990 précité). Le deuxième critère est également rempli, puisque l'Institut accomplit toutes ses missions économiques au moyen de subventions spécifiques calculées sur la base des coûts prévus. Quant au troisième critère, il n'est pas douteux que ne peuvent être considérés comme des surcompensations les crédits que la Région met à la disposition de l'organisme en vue de couvrir des dépenses d'entretien du patrimoine ou des dépenses de personnel imprévues, imprévues parce que consécutives à des modifications statutaires décidées pour l'ensemble du personnel soumis au statut des agents régionaux. La modicité de ces crédits et surtout les objectifs devraient permettre de ne pas les qualifier de surcompensation de même que ceux octroyés, en constante régression, pour couvrir les déficits des activités pour tiers.

4° le niveau de la compensation nécessaire doit être déterminé sur la base d'une analyse des coûts qu'une entreprise moyenne, bien gérée et adéquatement équipée aurait encourus.

Il existe à l'ISSeP une comptabilité analytique permettant de déterminer les coûts précis de chaque mission et, en conséquence, de réaliser l'évaluation permettant de savoir si les coûts sont de l'ordre de ceux que supporterait une entreprise moyenne, bien gérée et adéquatement équipée.

Néanmoins, l'évaluation proprement dite pour les missions concernées – les activités de recherche cofinancées par les programmes wallons et européens ne sont pas visés, semble-t-il – n'a pas été réalisée explicitement. Elle devrait être ratifiée d'une façon externe à l'organisme. Pour les activités de services publics qui s'y apprennent les montants des subventions sont négociés voire imposés par les services du Gouvernement wallon en connaissance des prix comparés relatifs à certaines rubriques des dépenses tel que le prix des analyses des substances.

Par ailleurs, la conjoncture économique a contribué à tendre vers des services efficaces, de qualité au coût le plus bas pour la puissance publique donc pour les citoyens.

Outre la question des coûts, il en va de la responsabilité des pouvoirs publics dans les domaines de compétence de l'Institut de s'appuyer sur un outil indépendant impartial, disposant d'une organisation flexible, multidisciplinaire et adaptable pour faire face rapidement aux besoins du moment et, par conséquence un outil « adéquatement équipé de moyens nécessaires ».

Toujours est-il que si un processus d'évaluation externe était organisé, il pourrait être constaté que le quatrième critère de l'arrêt « Altmark » est rempli. Ce qui signifie que, au cas où les quatre critères seraient rencontrés, les subventions reçues par l'ISSeP ne seraient pas considérées comme des aides d'Etat.

Nonobstant, eu égard aux trois premiers critères, il appert que les services délivrés par l'ISSeP sont bien des services d'intérêt économique général et, à ce titre, font l'objet d'aides d'Etat admises en vertu du « Paquet Monti-Kroes ».

4. Plaintes de tiers intéressés

Aucune entreprise ni secteur industriel n'a émis la moindre plainte à l'encontre des activités de l'Institut scientifique de service public.

5. Contrôle et rapports annuels

L'Institut scientifique de service public est un organisme d'intérêt public directement géré par le Gouvernement. Ses dépenses sont donc soumises, a priori, au contrôle de l'Inspection des finances et, a posteriori, à celui de la Cour des comptes.

L'ensemble des recettes et des dépenses de l'Institut font l'objet annuellement d'un rapport de deux réviseurs d'entreprise (comptabilité patrimoniale) et d'un rapport d'exécution budgétaire (comptabilité budgétaire).

Les chiffres et statistiques relatifs aux compensations, comme aux autres opérations réalisées par l'Institut, sont conservés pendant au moins dix ans.

Art. 2. § 1. De leden van de kiesbureaus hebben recht op een reisvergoeding wanneer zij zitting hebben in een gemeente waar zij noch in het bevolkingsregister noch in het kiesregister zijn ingeschreven.

Bovendien hebben de voorzitter en de bijzitter bedoeld in artikel 37, zesde lid van de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen recht op een vergoeding voor de reizen die hen door de wet zijn opgelegd, wanneer zij hun eigen voertuig gebruiken.

De vergoeding, bedoeld in het eerste en tweede lid, is vastgesteld op 7,60 F per afgelegde kilometer.

§ 2. Om voor zijn reiskosten vergoed te worden, dient de rechthebbende een schuldvordering in bij het Bestuur van de Duitstalige Gemeenschap, dat op aanvraag een ad-hoc formulier uitreikt.

Eupen, 19 september 1990.

Voor de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap,

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 2538

7 JUIN 1990. — Décret portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.) (1)

Le Conseil Régional Wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Il est créé sous la dénomination « Institut scientifique de Service public », en abrégé I.S.S.E.P., dénommé ci-après l'Institut, un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique.

Art. 2. L'Institut a son siège administratif à Liège. L'E.R.W. peut décider de répartir ses activités dans plusieurs sièges d'exploitation.

Art. 3. L'Institut exerce une mission de service public qui se définit comme suit :

1. Poursuivre les missions suivantes :

- a) entendre ou patronner tous essais, recherche ou études, susceptibles d'apporter une contribution, directe ou indirecte, à l'amélioration des conditions de sécurité et de salubrité du travail dans les mines et les carrières;
- b) assurer, dans ce domaine, des échanges d'informations avec les organismes similaires des pays étrangers;
- c) coordonner et provoquer l'étude, du point de vue scientifique, de tout problème d'ordre technique, économique, social et professionnel relevant de l'industrie charbonnière;
- d) réunir et tenir à jour une documentation précise sur les utilisations de la houille notamment pour la production de l'énergie et de produits de distillation, ainsi que sur les conséquences résultant de l'emploi d'autres combustibles ou de la découverte de nouvelles sources d'énergie;
- e) promouvoir et subsidier toutes recherches scientifiques, techniques et technologiques relatives à l'exploitation des mines et susceptibles notamment d'améliorer la production charbonnière, le rendement du travail, l'hygiène et la sécurité.

2. Sans préjudice de la poursuite de son activité telle que définie au point 1 ci-dessus, réaliser les activités scientifiques, techniques et de contrôle que lui confie l'Exécutif.

3. Exécuter des prestations de recherche, de consultance, d'analyse et d'expérimentation technologique à la demande et pour le compte d'entreprises, de fédérations industrielles ou professionnelles ou de pouvoirs publics.

Art. 4. L'Institut est soumis à l'autorité de l'Exécutif, qui détient les pouvoirs de gestion.

L'Exécutif nomme le directeur général et les directeurs des sièges d'exploitation de l'Institut.

Le directeur général assure la gestion journalière de l'Institut. Il est assisté par les directeurs des sièges d'exploitation. Leurs attributions respectives sont fixées par le règlement d'ordre intérieur de l'Institut arrêté par l'Exécutif.

Art. 5. § 1er. Il est institué auprès de l'Institut une Commission scientifique d'orientation dénommée ci-après la Commission.

§ 2. La Commission est composée :

1. de huit délégués scientifiques nommés par l'Exécutif,
2. de quatre membres représentant les organisations représentatives des employeurs,
3. de quatre membres représentant les organisations représentatives des travailleurs.

§ 3. L'Exécutif arrête les règles de fonctionnement de la Commission.

Art. 6. § 1er. Les biens, droits et obligations de l'Institut national des Industries extractives, transférés à la Région par l'effet de l'article 61, § 3, de la loi spéciale du 18 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, sont transférés tels quels à l'I.S.S.E.P.

§ 2. Les ressources de l'Institut sont constituées :

- a) des recettes provenant de son activité statutaire;
- b) des recettes de son patrimoine;
- c) de subventions à charge de la Région wallonne;
- d) de dons et legs autorisés par l'Exécutif.

(1) Session 1989-1990.

Documents du Conseil, 155 (1989-1990). — Nos 1 à 4.

Compte rendu Intégral. Séance publique du 30 mai 1990. — Discussion. — Vote.

Art. 7. § 1er. Le projet de budget annuel de l'Institut est établi par l'Exécutif.

Il est annexé au projet de budget des dépenses de la Région wallonne (partie Ministère de la Région wallonne) et soumis à l'approbation du Conseil régional. Cette approbation est acquise par le vote des dispositions qui concernent l'Institut dans le décret contenant le budget des dépenses de la Région wallonne (partie Ministère de la Région wallonne).

§ 2. L'Exécutif fixe la date pour laquelle le projet du budget doit être établi.

Art. 8. Le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits prévus au projet de budget à moins qu'il ne s'agisse de dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le budget de l'année précédente.

Les transferts et dépassements de crédits limitatifs portés au budget doivent être autorisés par l'Exécutif avant toute mise à exécution.

Si les dépassements de crédits sont susceptibles d'entraîner une intervention financière de la Région supérieure à celle qui est prévue au budget de celle-ci, ils devront être préalablement approuvés par le vote d'un crédit correspondant dans le budget de la Région.

Art. 9. § 1er. L'Institut présente à l'Exécutif des situations périodiques et un rapport annuel sur ses activités.

§ 2. Il dresse donc le compte annuel d'exécution de son budget ainsi qu'un bilan accompagné d'un compte de résultats au plus tard pour le 30 avril de l'année qui suit celle de la gestion.

§ 3. Les comptes de l'Institut sont établis sous l'autorité de l'Exécutif. Celui-ci les soumet au contrôle de la Cour des Comptes, au plus tard le 31 mai de l'année qui suit celle de la gestion. Ces comptes font l'objet d'un projet de décret de règlement de budget, qui est soumis au Conseil régional au plus tard dans le mois d'août de la même année.

§ 4. L'Exécutif et le Conseil régional établissent et arrêtent dans le même délai le bilan et le compte de résultats.

§ 5. La Cour des Comptes organise un contrôle sur place de la comptabilité et des opérations de l'Institut. Elle peut publier les comptes dans ses cahiers d'observations.

L'Exécutif organise la tenue d'une comptabilité des engagements de l'Institut. Il peut également rendre applicable à celui-ci les règles régissant le contrôle de l'engagement des dépenses au sein du Ministère de la Région wallonne.

Art. 10. § 1er. L'Exécutif fixe les règles complémentaires relatives :

1. à la présentation des budgets;
2. à la comptabilité;
3. à la reddition des comptes;
4. aux situations et rapports périodiques.

La comptabilité de l'Institut est organisée selon des méthodes commerciales.

§ 2. L'Exécutif fixe les règles relatives :

1. à la détermination des bénéfices et à leur affectation;
2. au mode d'estimation des éléments constitutifs du patrimoine;
3. au mode de calcul et à la fixation du montant maximum :
 - a) des amortissements;
 - b) des dotations aux fonds de renouvellement;
 - c) des réserves spéciales et autres provisions qui sont nécessaires en raison de la nature des activités de l'organisme.

Art. 11. Pour le contrôle des décisions ayant une incidence financière et budgétaire, l'Exécutif est assisté par les Inspecteurs des Finances mis à sa disposition conformément à l'article 51 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions. L'Exécutif règle les modalités de leur intervention.

Art. 12. L'Institut n'utilise ses avoirs et disponibilités que pour remplir les missions qui lui sont assignées par le présent décret.

Il peut procéder au placement de ses disponibilités dans les valeurs émises en fonds publics ou garanties par l'Etat, dont l'Exécutif arrête la liste.

L'Exécutif peut arrêter d'autres modalités pour le placement à vue ou à court terme d'une portion des disponibilités. Il peut également fixer la quotité des fonds disponibles à affecter annuellement par priorité, à des placements qu'il détermine, parmi ceux que l'organisme est autorisé à réaliser.

Art. 13. § 1er. L'Exécutif désigne auprès de l'Institut un ou plusieurs réviseurs, membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

§ 2. L'Exécutif détermine les modalités des contrôles à effectuer par les réviseurs visés au § 1er.

Art. 14. L'Institut rembourse à la Région les dépenses résultant du contrôle de ses opérations.

Art. 15. La limite d'âge est fixée à 60 ans pour l'exercice du mandat de membre de la Commission d'orientation visée à l'article 5 du présent décret ainsi que pour l'exercice des fonctions de contrôleur comptable.

Art. 16. L'Exécutif peut charger le Comité supérieur de contrôle, dans les conditions prévues par son statut organique, d'exercer sa mission auprès de l'Institut.

Art. 17. § 1er. Sans préjudice des dispositions de l'article 18, un arrêté délibéré en Exécutif fixe endéans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret le statut administratif et pécuniaire et le cadre organique du personnel de l'I.S.S.E.P.

§ 2. L'I.S.S.E.P. peut procéder au recrutement d'agents contractuels pour les besoins des missions spécialisées ou de programmes à durée déterminée.

Les conditions de recrutement, d'affectation et de promotion du personnel contractuel sont déterminées par le règlement d'ordre intérieur de l'I.S.S.E.P., arrêté par l'Exécutif.

Art. 18. Le personnel transféré de l'Institut national des Industries extractives est incorporé à l'Institut soit en tant que personnel statutaire soit en tant que personnel contractuel. L'ensemble du personnel ainsi transféré conserve la qualité, la rémunération, les avantages et l'ancienneté dont il bénéficiait avant son incorporation. Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires qui régissent leur transfert à la Région, les agents ainsi incorporés ne conservent les avantages liés à l'exercice d'une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent dans l'Institut.

Art. 19. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par l'Exécutif.
 Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
 Donné à Namur, le 7 juin 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
 chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsideés et de l'Eau
 pour la Région wallonne,
A. VAN DER BIEST

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport
 pour la Région wallonne,
A. DALEM

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,
 des Zonings industriels et de l'Emploi pour la Région wallonne,
E. HISMANIS

Le Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne,
A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
 des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,
A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement
 et du Logement pour la Région wallonne,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 2538

7. JUNI 1990. — Dekret über die Errichtung
 eines « Institut scientifique de service public » (Wissenschaftliches Institut Öffentlicher Dienststelle)
 in der Wallonischen Region (I.S.S.E.P.) (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. Eine gemeinnützige, rechtsfähige Einrichtung wird errichtet unter der Bezeichnung « Institut scientifique de service public » (Wissenschaftliches Institut Öffentlicher Dienststelle), abgekürzt I.S.S.E.P., und nachstehend das Institut genannt.

Art. 2. Der verwaltungsmässige Sitz des Instituts wird in Lüttich festgelegt. Die Wallonische Regional-exekutive kann beschliessen, seine Tätigkeiten auf mehrere Betriebssitze zu verteilen.

Art. 3. Das Institut übt eine gemeinnützige Aufgabe aus, die wie folgt definiert wird :

1. Die nachstehenden Aufgaben zu erfüllen :

a) Alle Versuche, Forschungen oder Studien, die einen direkten oder indirekten Beitrag zur Verbesserung der Sicherheits- und Gesundheitsbedingungen der Arbeit in den Bergwerken und den Steinbrüchen leisten können, vorzunehmen oder zu unterstützen;

b) Informationsaustausche in diesem Bereich mit den gleichartigen Einrichtungen fremder Länder zu gewährleisten;

c) das Studium aller technischen, wirtschaftlichen, sozialen und beruflichen Problemen betreffend die Kohlenindustrie vom wissenschaftlichen Standpunkt aus zu koordinieren und zu veranlassen;

d) eine genaue Dokumentation über die Verwendung der Steinkohle insbesondere für die Produktion der Energie und der Destillate, so wie über die Folgen des Gebrauchs anderer Brennstoffe oder der Entdeckung neuer Energiequellen zusammenzustellen und auf dem laufenden zu halten;

e) alle wissenschaftlichen, technischen und technologischen Forschungen über die Ausbeutung der Bergwerke, die u.a. die Kohlenproduktion, die Arbeitsleistung, die Hygiene und die Sicherheit verbessern können, zu befördern und bezuschussen.

(1) Sitzung 1989-1990.

Unterlagen des Rates. 155 (1989-1990). — Nr. 1 bis 4.

Ausführliches Protokoll. Öffentliche Sitzung vom 30. Mai 1990. — Diskussion. — Abstimmung.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 1151

[C — 98/27288]

9 AVRIL 1998. — Décret modifiant le décret du 7 juin 1990
portant création d'un Institut scientifique de service public en Région Wallonne (ISSeP) (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 du décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de service public en Région wallonne, les mots « sièges d'exploitation » sont remplacés par le mot « sites ».

Art. 2. L'article 3 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. L'Institut exerce ses activités dans les domaines suivants :

- 1° les ressources du sous-sol et les ressources minérales;
- 2° les combustibles et les processus énergétiques, y compris les énergies renouvelables et non polluantes;
- 3° l'environnement (eau, air, sol, sous-sol, déchets, vibrations, radiations non ionisantes) et la dépollution physico-chimique;
- 4° la normalisation et la sécurité techniques, notamment en rapport avec les risques industriels et dans les lieux accessibles au public.

Dans ces domaines, l'Institut :

1° exerce les missions de service public suivantes :

- a) l'exploitation des réseaux de la Région wallonne (émission et immission);
- b) le laboratoire de référence en matière d'eau, d'air, de déchets

en vue :

- d'assister l'administration pour des missions à caractère technique relatives à l'agrément des laboratoires et aux méthodes d'analyses;
- d'assister les laboratoires pour la mise en œuvre de méthodes de référence et d'un système de qualité;
- c) l'observatoire des technologies environnementales;
- d) l'interface technique entre les secteurs de l'exploitation du sous-sol et l'administration régionale;
- e) l'appui technique à la Région wallonne :
- pour la réhabilitation des sites d'activité économique désaffectés, tels que définis à l'article 167 du décret du 19 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine;
- pour la restauration du patrimoine architectural;
- f) la conception et la réalisation de recherches technologiques;
- g) la participation à des groupes de travail et à des comités techniques à la demande de la Région wallonne;
- 2° réalise des prestations pour le secteur privé ou public, constituées de tout essai, recherche, étude et analyse;
- 3° exécute toute autre mission que lui délègue le Gouvernement. ».

Art. 3. Un article 3 bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 3 bis. Dans le cadre des activités définies à l'article 3, l'Institut peut, de l'accord du Gouvernement, participer à la constitution et à la gestion :

- d'associations et de groupements dont l'activité est de caractère scientifique ou technique;
- de groupements d'intérêt économique ou de groupements d'intérêt économique européen. ».

Art. 4. L'article 4 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1^{er}. L'Institut est soumis à l'autorité du Gouvernement qui détient les pouvoirs de gestion.

§ 2. Il est institué un comité d'accompagnement qui a pour mission de :

1° établir une proposition de plan stratégique triennal réévaluée annuellement comprenant :

- a) les priorités stratégiques;
- b) les activités, tant en ce qui concerne les missions de service public visées à l'article 3, alinéa 2, 1°, que les autres prestations visées à l'article 3, alinéa 2, 2°;
- c) les perspectives budgétaires et financières;
- d) les investissements et les ressources humaines;
- 2° élaborer une proposition de budget annuel;

(1) Session 1997-1998

Documents du Conseil 345 (1997-1998) n°s 1 à 7.

Compte rendu intégral. Séance publique du 31 mars 1998.

Discussion. — Vote.

3° veiller à ce que :

— toute activité proposée ou en cours concerne, d'une part, les domaines énumérés au premier alinéa de l'article 3 et, d'autre part, les missions telles que définies à l'alinéa 2 du même article;

— les activités en cours bénéficient des financements externes ou internes requis;

— la conformité aux règles administratives et budgétaires soit appliquée;

4° surveiller l'exécution des décisions du Gouvernement;

5° formuler des propositions et avis relatifs à la gestion de l'Institut;

6° donner au Gouvernement à la demande du directeur général, du directeur général adjoint ou d'initiative, un avis préalable sur toute prestation en matière d'essai, de recherche, d'étude et d'analyse à effectuer pour compte de tiers privés ou publics;

7° transmettre au Gouvernement les propositions et avis élaborés en vertu des 1°, 2° et 5° du présent article.

§ 3. Les règles de composition et la désignation des membres du comité sont fixées par le Gouvernement.

Le comité d'accompagnement élabore son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation du Gouvernement wallon.

§ 4. Le directeur général et le directeur général adjoint assurent la gestion journalière de l'Institut; ils sont assistés par les inspecteurs généraux. Leurs attributions respectives ainsi que les matières pour le traitement desquelles ils sont constitués en collège sont fixées par le règlement d'ordre intérieur de l'Institut tel qu'arrêté par le Gouvernement. »

Art. 5. L'article 5 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Il est institué une Commission scientifique et technique dénommée ci-après la Commission.

La Commission a pour mission d'émettre des propositions et avis au comité d'accompagnement sur les aspects scientifiques et techniques pour l'établissement et la réalisation du plan stratégique.

Les règles de composition et de désignation des membres de la Commission sont fixées par le Gouvernement.

La Commission élabore son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Gouvernement. »

Art. 6. Dans l'article 6 du même décret, il est inséré un paragraphe 1^{er} bis et un paragraphe 3, rédigés comme suit :

« § 1^{er} bis. Parmi les biens de l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie transférés à la Région wallonne, en vertu de l'arrêté royal du 31 janvier 1994 organisant le transfert de l'Etat à la Région wallonne de la propriété de matériel de l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie, le Gouvernement détermine ceux qui sont transférés à l'Institut ou aux services du Gouvernement.

§ 3. Les subventions inscrites au budget de la Région wallonne et dont bénéficie l'ISSeP pour l'exercice des missions définies par l'article 3, alinéa 2, 1°, sont mises à disposition de l'Institut par tranche trimestrielle d'un montant égal, à payer au plus tard le vingtième jour du premier mois de chaque trimestre. »

Art. 6bis. L'article 9, § 1^{er}, du même décret est complété comme suit :

« Ce rapport annuel est transmis par le Gouvernement au Conseil régional wallon. »

Art. 7. Dans l'article 15 du même décret, les mots "Commission d'orientation" sont remplacés par les mots "Commission scientifique et technique".

Art. 8. Un article 18bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 18bis. Le Gouvernement détermine, parmi les membres du personnel de l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie transférés à la Région wallonne, les agents qui sont transférés à l'ISSeP ou dans les services du Gouvernement.

Le personnel visé au premier alinéa conserve la qualité, la rémunération, les avantages et l'ancienneté dont il bénéficiait à l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie. Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires qui régissent leur transfert à la Région wallonne, les membres du personnel précité ne conservent les avantages liés à l'exercice d'une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent, selon le cas, à l'ISSeP ou dans les services du Gouvernement. »

Art. 9. L'article 8 produit ses effets le 1^{er} janvier 1994.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 9 avril 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E. du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,

W. ANCIEN